

Mardi 1er mars à 9 h 15

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

(M. le Ministre Marcourt)

AUDITIONS

Proposition de résolution visant à soutenir le développement du secteur des drones en Wallonie, déposée par Madame Defrang-Firket, Messieurs Jeholet, Dodrimont, Evrard et Madame Dock

INTERPELLATIONS ET QUESTIONS ORALES

Georges-Louis BOUCHEZ sur le rééquilibrage des délégations de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (AWEx)

Georges-Louis BOUCHEZ sur les exportations issues d'entreprises hennuyères

Olivier DESTREBECQ sur le développement des voitures sans conducteur de Google

Olivier DESTREBECQ sur la création d'un salon de l'innovation technologique en Wallonie

Olivier DESTREBECQ sur les opportunités de l'e-commerce pour la Wallonie

Yves EVRARD sur les digital cities, l'e-commerce et la ruralité

Jean-Luc CRUCKE sur "l'e-citoyen"

Valérie DE BUE sur le déploiement de la fibre optique en Wallonie

Jean-Luc CRUCKE sur l'industrie des ballons dirigeables

Olivier DESTREBECQ sur l'"hackathon" de Mons

Virginie DEFRANG-FIRKET sur le bilan du "Consumer Electronics Show" de Las Vegas

Yves EVRARD sur le soutien du pôle de compétitivité de l'agro-industrie wallonne (WagrALIM) à un projet innovant de création de fibre de lait

Christine DEFRAIGNE sur le Conseil de l'Industrie

Jean-Luc CRUCKE sur les réseaux "Business Angels" en Wallonie

Jean-Luc CRUCKE sur les relations économiques avec la Flandre au travers de l'exemple de la spin-off IMEC

Olivier DESTREBECQ sur les mesures de soutien au petit commerce de centre-ville

Olivier DESTREBECQ sur les mesures afin de contrer les chancres commerciaux

Olivier DESTREBECQ sur les mesures contre les loyers commerciaux élevés

Gilles MOUYARD sur la revitalisation des centres-villes

Georges-Louis BOUCHEZ sur l'Observatoire du commerce

Georges-Louis BOUCHEZ sur le programme "Explort" de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (AWEx)

Jean-Luc CRUCKE sur la sortie du capital de la compagnie SN Brussels Airlines

Olivier DESTREBECQ sur la participation de la SOGEPA à la DS Holding

Jean-Luc CRUCKE sur le patriotisme économique wallon

Christine DEFRAIGNE sur les "start-ups" en Wallonie

Jenny BALTUS-MÖRES sur les deux politiques en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

Christine DEFRAIGNE sur la reprise de l'aciérie électrique "Engineering Steel Belgium" (ESB) d'Ougrée

Jean-Luc CRUCKE sur les investissements étrangers dans l'économie wallonne sur l'année 2015

Georges-Louis BOUCHEZ sur l'avenir des investissements américains en Wallonie

Jean-Luc CRUCKE sur les monnaies locales complémentaires

Christine DEFRAIGNE sur l'impact de l'économie mondiale sur la Wallonie

Georges-Louis BOUCHEZ sur la formation au numérique des travailleurs des PME wallonnes

M. BOUCHEZ, sur « le rééquilibrage des délégations de l'AWEx »

Selon les derniers chiffres de l'Awex, le volume d'exportation de la Wallonie est en stagnation pour les six premiers mois de 2015. En analysant ces chiffres, certains faits sont interpellants. En effet, sur cette période, l'on assiste à une diminution du volume d'exportation de 4.4% par rapport aux 6 premiers mois de 2014. On peut également isoler une baisse de 5.1% des exportations vers le groupe des pays « EU-15 » sur cette même période. Deux exemples significatifs de cette baisse du volume des exportations sont les cas de la France et de l'Allemagne, même s'ils constituent les deux principaux pays en termes de volume d'exportation de la Wallonie. Ainsi, en France entre 2014 et les 6 premiers mois de 2015, le volume d'exportation a diminué de 16.5%. En 2014 la Wallonie représentait une part de 34.08% dans le volume des exportations belges vers la France. Elle ne représente plus que 29.15% pour les six premiers mois de 2015. Or, concernant les détachés commerciaux de l'Awex en France, ceux-ci sont au nombre de six, à Lille, Paris, Lyon, Strasbourg, Nantes, Montpellier. Quant à l'Allemagne, le volume d'exportations a diminué de 8.4%. Et à l'instar de la France, l'Allemagne compte aussi une délégation importante de détaché de l'Awex. Ils sont au nombre de cinq, à Aix-la-Chapelle, Berlin, Hambourg, Cologne et Munich.

Ces différentes constatations m'amènent à poser plusieurs questions. Comme mentionné dans une précédente question, le volume d'exportation total de la Wallonie stagne entre 2014 et 2015. Dès lors n'est-il pas nécessaire de mieux répartir les délégations de l'Awex en insistant sur les marchés en pleine expansion ? Quel est l'intérêt d'avoir des délégations si importantes en Allemagne et en France alors que d'autres marchés dans des régions éloignées sont porteurs ? Une stratégie est-elle prévue pour réinvestir dans les équipes de l'Awex hors-europe afin d'investir des marchés en expansion ?

M. BOUCHEZ, sur « les exportations issues d'entreprises hennuyères »

Les statistiques socio-économiques 2014-2015 du Hainaut ont montré que le Hainaut reste le leader des exportations au niveau wallon en 2014 pour un montant de 10,05 milliards d'euros. Celles-ci sont d'ailleurs corroborées par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Hainaut qui enregistre une hausse des demandes des certificats d'origine ces derniers mois, sésames permettant aux entreprises d'exporter. Le secteur de l'industrie chimique est le mieux représenté suivi du secteur de l'industrie alimentaire et du secteur de la fabrication de machines et d'équipements.

Quelles perspectives d'avenir et opportunités Monsieur le Ministre voit-il pour les exportations hennuyères ? Qu'en est-il des éventuelles faiblesses à corriger pour persévérer dans cette voie ? La Wallonie devrait sans doute encore soutenir davantage les managers des PME dans leur maîtrise des langues, véritable gage de succès à l'international. Comment l'AWEx agit-elle dans ce sens ?

Olivier Destrebecq sur le développement des Google Car

Les progrès scientifiques et technologiques ne cessent de s'accroître de plus en plus rapidement. Longtemps imaginée, la voiture autonome, sans chauffeur, existe désormais et a été créée par Google.

Indépendamment de la nécessaire mise à jour des textes légaux, il est évident que ces voitures devront connaître une phase test.

Etant donné l'implantation de Google en Belgique, la présence du circuit de spa-francorchamps, la mixité de notre réseau routier, tantôt dense et urbain, tantôt rural et fluide ; ne serait-il pas opportun de proposer de tester sa voiture sur le sol wallon ?

Dans l'affirmative, quel serait le volume d'emplois créés, pour quel investissement ?

Allez-vous défendre ce projet ?

Il me semble, pour ma part, que cela cadrerait parfaitement avec votre volonté de faire de la Wallonie une terre propice à l'économie basée sur les nouvelles technologies.

Olivier Destrebecq, sur la création d'un salon de l'innovation technologique en Wallonie

La Flandre avait créé en son temps les salons Flanders Technology International. Bruxelles a Innova qui se tient généralement en novembre.

La Wallonie pourrait se doter également d'un événement similaire en ce qui concerne l'innovation technologique wallonne.

Monsieur le ministre, vous semble favorable à une initiative de la sorte et la première édition pourrait déjà se dérouler en 2017.

Quelles sont vos propositions en la Matière ? Le Gouvernement wallon a-t-il pris des décisions quant à l'organisation d'un tel salon en Wallonie ? Si oui, quand celui-ci se tiendrait-il ? Et où celui-ci pourrait-il se dérouler ?

Olivier Destrebecq sur les opportunités de l'e-commerce pour la wallonie

Aujourd'hui, le commerce se digitalise de plus en plus et la part de l'e-commerce ne cesse de croître, partout dans le monde.

Quelle est l'évolution du secteur en Wallonie ? Constatez-vous une adaptation des commerces à ces nouvelles pratiques ? Quelles sont les tendances ?

Qui dit e-commerce dit nécessité de disposer d'un centre d'importations et d'exportations de biens. Pour miser sur l'économie digitale, le développement d'un système efficace de distribution s'impose et dans cette perspective, les pôles multimodaux sont évidemment – me semble-t-il – à privilégier.

Vous le savez, la région du Centre et singulièrement La Louvière, s'est spécialisée dans la logistique. Des zonings dédiés ont été aménagés ; des zonings qui aujourd'hui demeurent en grande partie vides.

Même si l'e-commerce a sa part d'ombres, j'y vois aussi des vraies opportunités de développement économique.

Des projets pourraient-ils voir le jour avec des grandes enseignes tels qu'ebay, amazon, zalando, voire des fabricants eux-mêmes.

Peut-on imaginer la mise en place de coopératives de commerces locaux qui s'associent en vue de s'insérer dans la dynamique du commerce en ligne.

Yves EVRARD, sur les digital cities, l'e-commerce et la ruralité

Dans le cadre du programme Digital Cities, plusieurs villes ont été choisies pour devenir Smart Cities et offrir le wifi gratuit aux citoyens. Namur a récemment désigné l'entreprise partenaire pour le développement de ce réseau wifi urbain.

Nous sommes à l'ère du numérique, nul ne peut le contester. Dans le secteur purement économique, tous les indicateurs montrent que l'e-commerce a explosé et cette évolution devrait se poursuivre en 2016.

Les régions rurales sont ici à nouveau en position de faiblesse. Si des pistes de solutions sont en cours et des promesses d'amélioration sont exprimées, il n'en est pas moins que certaines régions de Wallonie risquent bien de passer à côté de l'opportunité de l'e-commerce à cause d'une couverture réseau trop faible !

A l'heure actuelle, certaines régions ne parviennent même pas à disposer d'un réseau suffisant pour simplement pouvoir communiquer ! Que dire dès lors de la possibilité de créer son entreprise et de commercer via internet ...

Vous avez annoncé fin 2015 que l'Agence du Numérique assure que les promesses de couverture de zones rurales pourront être intégrées dans le Plan du Numérique, ce qui est approximativement le cas (c'est écrit, certes...).

Vous nous avez également informés des contacts pris par l'agence numérique au niveau européen via le réseau européen de développement rural ou encore avec des initiatives plus locales.

Quelles sont à l'heure actuelle les actions concrètes réalisées pour enfin permettre aux zones rurales de prendre part activement à l'ère du numérique ?

Où en sont les négociations avec les opérateurs GSM ?

Pouvez-vous nous dresser un état des lieux en la matière, en termes d'actions concrètes et de timing ?

Jean-Luc Crucke, sur « L'e-citoyen »

L'Estonie, le pays vraisemblablement le plus numérisé au monde, émet, une carte d'e-citoyen, très proche de la carte d'identité, qui permet à son titulaire de créer une entreprise dans le pays, ce qui ne demande pas plus d'une vingtaine de minutes, ou d'y ouvrir un compte bancaire.

Si la carte ne donne pas les mêmes droits qu'un passeport estonien, elle permet de bénéficier de l'open data et des services en ligne du pays. Quiconque en fait la demande peut devenir "résident électronique" estonien, moyennant un paiement de cent euros. Depuis le 01 décembre 2014, plus de 8.000 personnes ont pratiqué ce choix.

L'ambition numérique de la Wallonie pousse-t-elle le service jusqu'à suivre et copier l'exemple estonien ?

Quels sont les avantages et les éventuels inconvénients qu'identifie le Ministre ?

Ce dossier est-il travaillé par les opérateurs publics investis dans le numérique wallon ?

D'autres systèmes équivalents sont-ils à l'étude ? Lesquels ?

Valérie DE BUE, sur le déploiement de la fibre optique en Wallonie

Deux études récentes ont été réalisées à la demande de la SOGEPa et de la SRIW au sujet du déploiement de l'internet à très haut débit en Wallonie. L'importance de l'accès au très haut débit est d'ailleurs soulignée dans la DPR. Ces études mettent en avant que le déploiement du réseau de fibre optique wallon est très mal situé dans le classement européen et que le budget nécessaire à un déploiement généralisé serait très important et que son impact ne pourrait être neutre.

Dans le rapport commandé par la Sogepa, on peut également lire que le déploiement prendrait plus de dix ans et nécessite des mesures immédiates.

Les frais dûs aux travaux d'excavations représenteraient 80% des coûts. Hors la transposition d'une directive européenne qui devrait être effective le premier juillet 2016 donnera accès aux opérateurs télécoms aux réseaux d'eau, de gaz ou d'électricité afin de réduire ces coûts. Quel serait dès lors l'impact sur les coûts d'installation du réseau ? Quels sont les solutions actuellement envisagées concernant le déploiement de la fibre optique en Wallonie ? Existe-t-il un agenda à ce sujet ?

Jean-Luc Crucke, sur « L'industrie des ballons dirigeables »

Voici deux ans, je questionnais le Ministre sur le projet de l'industriel wallon, Laurent Minguet, relatif à la fabrication de dirigeables téléguidés (Fly Win). En comparaison avec ses concurrents que sont l'avion et l'hélicoptère, le dirigeable consomme 10 fois moins qu'un avion et 20 fois moins qu'un hélicoptère.

Le Ministre reconnaissait l'idée comme séduisante et s'engageait, dans le cadre de CREATIVE WALLONIA, d'examiner le projet tant du point de vue de l'innovation que sur les retombées économiques que le projet pouvait générer.

Aujourd'hui, le gouvernement français, dans le cadre de sa stratégie de "la nouvelle France industrielle, annonce la création d'une nouvelle filière aéronautique, celle des ballons dirigeables, basée à Istres et qui pourrait créer 3000 emplois et rapporter un milliard d'euros.

Faut-il comprendre que la Wallonie s'est faite dribblée ?

Qu'est devenu l'engagement du Ministre dans le cadre de CREATIVE WALLONIA ? Le pôle SKYWIN fut-il sensibilisé ? Quand et comment ?

Quelle fut la suite réservée à la demande d'examen du Ministre ? Quels sont les résultats obtenus et les conclusions tirées ?

La Wallonie doit-elle faire une croix sur la production de dirigeables ou existe-t-il un espoir de production industrielle ?

Olivier Destrebecq, sur l'hackathon de Mons

Le plus grand « hackathon » de Wallonie sera organisé à Mons du 4 au 6 mars. Cet événement va rassembler des développeurs qui vont faire de la programmation informatique collaborative.

Monsieur le Ministre, quels sont les autres « hackathon » existants en Wallonie ? Ceux-ci sont-ils subsidiés par la Région wallonne ?

Par ailleurs, qu'en est-il de celui de Mons ?

En un week-end, développeurs, responsables de projets et designers vont s'affronter au cours d'une compétition visant à démontrer le potentiel wallon en matière de nouvelles technologies au service du développement économique. Les participants auront pour mission de développer des applications au service des citoyens et de leur bien-être, de l'université 2.0 et de l'emploi.

Il sera organisé sur le Campus de l'UMons à la Plaine de Nimy et s'inscrit dans le cadre du plan numérique « Wallonia ».

Pourriez-vous nous faire le point sur ce projet ?

Virginie Defrang-Firket sur le bilan du Consumer Electronics Show de Las Vegas

Je vous ai interrogé le 26 janvier dernier au sujet du Consumer Electronics Show de Las Vegas.

Vous m'annonciez que l'évaluation de la mission du consultant était en cours et qu'il rencontrerait les entreprises identifiées par l'Agence du numérique début février 2016.

« La réalisation d'une conférence/débriefing des retours du CES auprès des entreprises sélectionnées et de toute autre entreprises ou organisation souhaitant bénéficier de cette mission » faisait en effet partie des missions reprises dans le marché passé avec le consultant.

Quelle évaluation fut tirée de la mission au CES 2016 ?

La consultant juge-t-il le déplacement opportun en 2017 ?

La Wallonie a-t-elle décidé de se rendre au CES en 2017 ?

Le cas échéant, qui composerait la délégation ?

Yves Evrard, sur le soutien de Wagralim à un projet innovant de création de fibre de lait.

Ces derniers jours, on parle beaucoup de chimie verte puisque la Wallonie vient d'être sélectionnée par l'Europe pour développer des projets de chimie verte, d'économie circulaire et de biomasse.

Je voudrais ici parler d'un projet particulièrement innovant mis en place par une chimiste allemande qui a créé une fibre textile à partir de lait impropre à la consommation, de rejets de laiterie ou de lait périmé des grandes surfaces. Résistant, antibactérien, antistatique et hypoallergénique, le tissu créé sur base de fibre de lait associe les avantages des fibres naturelles et des fibres synthétiques avec un impact écologique limité. De plus, le tissu à base de lait possède un dernier avantage et non des moindres : il est compostable et biodégradable en seulement six semaines.

Ce projet de la microbiologiste allemande Anke DAMESKE a été primé par le prestigieux prix GreenTec Awards récompensant les avancées remarquables en matière de technologies vertes. Il rencontre un certain succès puisque son instigatrice a lancé sa propre ligne de vêtements et a créé une entreprise qui compte maintenant 10 personnes.

Le pôle de compétitivité Wagralim permet de développer et de soutenir des projets technologiquement innovants.

Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de tels projets ?

Des expériences similaires ont-elles été initiées en Wallonie ? Wagralim a-t-il été sollicité par ce type de projet ?

Dans le contexte actuel, il convient de soutenir toute initiative permettant une meilleure valorisation de la production laitière, et plus particulièrement de favoriser les recherches visant le développement de nouveaux débouchés innovants que ce soit dans les secteurs de l'agroalimentaire, de la santé ou de l'industrie.

Ne serait-il pas judicieux en partenariat avec votre collègue en charge de l'agriculture de se pencher sur cette alternative qui pourrait se révéler intéressante face à la surproduction de lait ?

Christine Defraigne sur le Conseil de l'Industrie

Ce 12 février, la presse nous annonce votre décision de créer un Conseil de l'Industrie en Wallonie. « Sa mission : alimenter une réflexion prospective et soutenir le développement de l'industrie wallonne, l'un des axes prioritaires du Plan Marshall 4.0 ». Pouvez-vous m'en dire plus à ce sujet et me confirmer l'information ?

Comment ce conseil compte-t-il soutenir le développement de l'industrie ? Quelles seront ses missions concrètes prioritaires ? Quelles personnes/secteurs composeront ce conseil ?

Apparemment, vous auriez interpellé plusieurs industriels à ce sujet. Quel est l'objectif ? Ces industriels constitueront-ils le cœur du Conseil ?

Financièrement, quel coût la mise en place de ce conseil pourrait-il avoir ? Comment se financera-t-il ?

Enfin, où s'implantera ce Conseil de l'Industrie ?

Jean-Luc Crucke, sur « La main tendue par Imec et les relations économiques avec la Flandre »

Leader mondial en matière de nanoélectronique, la spin-off louvaniste a bien grandi depuis 1984, emploie plus de 2400 ingénieurs et collabore avec plus de 500 sociétés et 300 universités dans le monde.

Le seul regret de son CEO réside dans "le manque de collaboration avec le sud du pays". S'il est évident que cet appel doit percoler au sein du monde entrepreneurial de Wallonie, les acteurs publics ne peuvent pas plus y rester insensible !

Comment expliquer cette absence de relation alors que la Wallonie ambitionne le leadership du numérique ? Les opérateurs publics wallons n'ont-ils jamais exprimé le besoin d'initier les rapprochements ?

Le Ministre peut-il faire le point sur la situation et décliner les initiatives éventuellement programmées ?

Au-delà du dossier IMEC, n'est-ce pas toute la stratégie des relations économiques avec la Flandre qu'il convient de revoir, d'étudier et d'aborder avec les techniques les plus opportunes ?

IMEC n'est-il pas l'arbre qui cache la forêt ? Le Ministre peut-il décrire l'état institutionnel et programmatique des relations économiques entre le nord et le sud du pays ? Des améliorations doivent-elles intervenir ? Lesquelles et comment ?

Olivier Destrebecq, sur les mesures de soutien au petit commerce de centre-ville

Monsieur le ministre, vous accordez une attention particulière au sort des centres-villes.

A cet effet, la presse a fait mention d'une série de mesures destinées à soutenir les petits commerces. Quelles sont-elles ? Pourriez-vous nous les détailler ? Quand celles-ci seront-elles d'application ?

Par ailleurs, un projet pilote Créashop va voir le jour à Liège... Pourquoi dans cette ville ? Par ailleurs, en quoi consiste concrètement ce projet ? Pourriez-vous nous le détailler ? Ce dernier sera-t-il subsidié par la Région ?

Olivier Destrebecq, sur les mesures afin de contrer les chancres commerciaux

Les centres-villes se vident de plus en plus de leurs commerces. Comment gérer ces friches commerciales afin qu'un quartier ne devienne un chancre ? Monsieur le Ministre, quelles sont vos propositions en la matière ? Quelles sont les actions d'ores et déjà menées par le Gouvernement wallon et celles à venir ?

Les zonings commerciaux en périphérie seraient aussi touchés par cette déshérence. Les promoteurs ont du mal également à commercialiser certaines cellules.

Olivier Destrebecq sur les mesures contre les loyers commerciaux élevés

La ville de Paris a mis en place un mécanisme destiné à lutter contre les loyers trop onéreux. Le principe est simple, la ville rachète les bâtiments hébergeant des espaces commerciaux, afin de les louer à un prix démocratique. De cette manière, une pression à la baisse s'exerce sur les loyers commerciaux et permet une meilleure rentabilité des commerces.

En terme de poids démographique, Paris n'est pas loin de l'ensemble de la Wallonie ; les échelles ne sont donc pas comparables.

Je me permets toutefois de solliciter votre analyse quant à cette piste. Est-ce envisageable en Wallonie ? Je crois savoir que vous devez nous revenir prochainement avec une série de mesures destinées à doper le commerce et à revitaliser les centres urbains? Celle-ci fait-elle partie des pistes évoquées ?

Quelles mesures avez-vous mises en place pour lutter contre les loyers commerciaux trop élevés ?

Gilles Mouyard, sur « la revitalisation des centres villes»

Monsieur le Ministre, en séance plénière du Parlement de Wallonie, du 17 février dernier, je vous interrogeais sur la problématique de « la vitalité commerciale des centres villes ». Cette question faisait suite aux résultats d'une étude de l'Université de Liège, qui s'était penché sur la vitalité des centres villes en Wallonie, et qui était arrivée à la conclusion que 41 villes présentaient une mauvaise vitalité commerciale, voire même critique.

A cette question vous me répondiez en m'indiquant que vous présenteriez prochainement au Gouvernement différentes mesures destinées à soutenir les petits commerces. Et que vous travaillez de concert avec votre collègue Paul Furlan sur le renouveau des villes. Et que vous attendiez les résultats de de deux études complémentaires portant sur le commerce en Wallonie.

Cette problématique découle en grande partie du développement des zonings commerciaux en périphérie des centres urbains. Mais également du fait du développement, toujours plus important de l'e-commerce. Avec comme conséquence éventuelle le développement de friches commerciales.

Les auteurs de l'étude de l'ULG préconisent dès lors que les commerces situés en périphérie soient réservés aux articles plus lourds, afin que la périphérie joue en complémentarité avec les centres villes et non pas en concurrence.

Monsieur le Ministre, quelle est votre analyse de la situation? Quelles solutions envisagez-vous pour soutenir d'avantage les petits commerces? Pourriez-vous nous présenter les différentes mesures que vous envisagez de prendre ? De quelle manière envisagez-vous de gérer les différentes friches commerciales qui sont déjà existantes ? Pourriez-vous nous présenter l'état d'avancement de vos travaux de collaboration avec le Ministre Paul Furlan portant sur le renouveau des villes ? Quand serez-vous en mesure de nous présenter les résultats des deux études complémentaires?

M. BOUCHEZ, sur « l'Observatoire du Commerce »

Une étude de l'Ulg montre que les zonings commerciaux tuent les centres-villes et en particulier lorsque des magasins proposent des articles dits « légers » qui devraient plutôt être vendus en centre-ville.

Monsieur le Ministre a agit sur le volet législatif avec le décret régulant les implantations commerciales. Etant donné les difficultés qui se renforcent dans certains centres-villes en ce qui concerne la vitalité commerciale, Monsieur le Ministre a-t-il mis en place un groupe de travail évaluant les effets de ce décret quant à la vitalité commerciale des centres-ville ? L'Observatoire du Commerce, prévu dans ce décret, est-il habilité à proposer des solutions pour la revitalisation du commerce en centre-ville en Wallonie ? Monsieur le Ministre a-t-il invité l'Observatoire à réfléchir à des solutions particulières aux grandes villes hénuyères, souffrantes toutes d'une dévitalisation de leur commerce intra-muros, à savoir Charleroi, Mons et Tournai ?

M. BOUCHEZ, sur « le programme 'Explort' de l'Awex »

Le programme 'Explort' de l'Awex existe depuis maintenant 10 ans et permet à tout qui souhaite acquérir une expérience commerciale à l'international de réaliser un stage avec une entreprise wallonne. L'accès à l'emploi est l'objectif majeur des stagiaires et il apparaît que 80 pour cent d'entre eux y accèdent après 6 mois suivants le stage. Pour la plupart, il s'agit d'un emploi dans l'entreprise au sein de laquelle la stage a eu lieu.

Monsieur le Ministre peut-il nous préciser les statistiques liées à l'accès à l'emploi après un stage 'Explort' ? Du point de vue des entreprises elles-même, sont-elles demanderesses de davantage de stagiaires ? Comment les entreprises sont-elles sélectionnées pour intégrer le listing proposé aux futurs stagiaires ? Sur quelle base ?

Ce programme 'Explort' pourrait-il être étendu à l'avenir ?

Quel avenir le Gouvernement entend-il donner à ce programme, en comparaison par rapport aux autres programmes à l'international proposés par le Forem entre autres. L'augmentation des chances d'accès à l'emploi est-il un critère déterminant dans l'attribution de bourses pour des séjours à l'étranger proposés à de jeunes Wallons ?

Jean-Luc Cruckesur "La sortie du capital de la SA Brussels Airlines"

Face aux caméras, le Ministre a récemment indiqué qu'il était "disponible pour sortir du capital de Brussels Airlines" car "nous n'avons plus de raison à long terme de rester dans cette compagnie"

Le Ministre peut-il être plus explicite sur sa stratégie et sur la motivation qui conduit son raisonnement ?

Qu'est ce qui justifie sa prise de position actuelle ?

Quelle est la procédure que le Ministre entend suivre et quelle valorisation estime-t-il pouvoir obtenir de la cession des parts détenus par la Wallonie ?

Comment le Ministre identifie-t-il le caractère "profondément flamand de Brussels Airlines" ? Quelles sont les indications sur lesquelles repose son affirmation ?

Olivier Destrebecq sur la participation de la Sogepa à la DS Holding

Le rôle principal de la Sogepa est d'intervenir au niveau des entreprises en difficulté, notamment en injectant des fonds et en prenant des participations. Par définition l'intervention de la Sogepa est temporaire et s'arrête une fois l'entreprise remise sur les rails de la stabilité.

Partant de ces principes fondamentaux, je souhaiterais savoir dans quel cas la Sogepa est habilitée à participer à la constitution d'une société ?

Il apparaît que la Sogepa est intervenue en ce sens en constituant avec Duferco Industrial SA, la société DS Holding, pour un capital total de 9 500 000€.

Quel est l'objectif de cette démarche ? En quoi la participation à la constitution d'une holding participe-t-elle à la poursuite des objectifs de la Sogepa ?

D'après l'acte constitutif, la DS Holding a pour objet "toutes activités et opérations d'une société de holding, en Belgique, et uniquement pour son compte propre, en ce compris:

- 1) La gestion d'investissements et de participations dans des filiales, l'exercice de fonctions d'administration et la fourniture de conseils dans les démarches décrites
- 2) L'octroi de prêts ou toute autre forme de support financier à toute entreprise ou personnes liées (...)

Quelles sont les filiales de DS Holding ? Quel est leur but social ? Combien de travailleurs la DS Holding emploie-t-elle ? Combien de travailleurs les filiales de la DS Holding emploient-elles ? Quel est concrètement leur secteur d'activité ?

Jean-Luc Crucke, sur « Le patriotisme économique wallon »

La récente étude de l'IWEPS et la SOGÉPA sur l'économie wallonne fait ressortir l'insuffisance des effets multiplicateurs des investissements sur l'économie wallonne. Non seulement l'effet retour sur l'économie d'un investissement sur le territoire wallon est moindre que dans les deux autres régions du pays, mais la Wallonie connaît un déficit de services qu'ils vont rechercher dans les deux autres régions ! Le Ministre partage-t-il le constat et l'analyse ? Quelle est son analyse sur la situation ? Quelles sont les mesures prises pour motiver et encourager l'évolution des mentalités et des pratiques ? Comment renforcer le patriotisme économique wallon ?

Jenny Baltus-Möres, sur les deux politiques en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

Je sais que vous êtes en charge de nombreuses compétences, mais j'espère que malgré cela vous n'avez pas oublié qu'à l'occasion de la matinée d'étude organisée le 6 mars 2015 pour la Journée Internationale des Droits de la Femme, le Gouvernement présentait le Gender Mainstreaming Wallon – « Plan Genres » pour lequel chaque ministre doit s'atteler à combattre les inégalités entre les hommes et les femmes dans leurs matières respectives en faisant un focus sur deux mesures phares.

C'est ainsi que vous avez décidé, Monsieur le Ministre, d'axer votre choix sur :

- la promotion de l'entrepreneuriat féminin ;
- la sensibilisation dans le cadre du Plan Numérique

Depuis un an, vous travaillez, je suppose, à l'instauration et à la traduction de ces mesures sur le terrain. Toutefois, nous n'en voyons pas l'application concrète et palpable... Et cela nous inquiète fortement Monsieur le Ministre !

Compte-tenu de votre choix de mesures, qui vous est propre, quels sont les résultats que vous aimeriez voir transparaître ? Quelles sont les améliorations sociétales que vous comptez apporter ? Et surtout, quels objectifs ont été fixés ?

Ces questions pourtant simples sont encore à l'heure actuelle sans réponse...

Dès lors, Monsieur le Ministre, quelle sera la mise en œuvre concrète de ces mesures ? Un budget spécifique sera-t-il enfin créé afin d'assurer la réalisation de ces deux mesures ?

Christine Defraigne sur la reprise de ESB

La reprise de l'aciérie ESB d'Ougrée, fermée en 2014 pour manque de rentabilité, a été annoncée par le repreneur Green Elephant, ex-REM, en avril 2016.

Le plan du repreneur pour rentabiliser l'aciérie est de « diminuer le coût de l'électricité en la produisant grâce au gaz et à la chaleur développées par la cokerie. » Cette idée pourrait tenir la route, mais aucun business plan n'a toujours été mis sur la table. Apparemment, le holding aurait demandé un prêt de 100 millions d'euros à la Sogepa, mais sans ce fameux business plan, elle est inquiète. Où en est-on ? A-t-on plus d'informations ? Quels sont les moyens financiers nécessaires à la reprise selon le repreneur ? Comment vont-ils financer le projet ?

En parallèle, les syndicats s'inquiètent également du sort des 90 travailleurs, toujours sans information. Qu'en est-il du plan social prévu avec/sans reprise ?

Les échéances semblent-elles correctes ? L'aciérie va-t-elle redémarrer en avril ? Avez-vous plus d'informations sur la situation, qui nous semble assez trouble ?

Jean-Luc Crucke, sur « Les investissements étrangers dans l'économie wallonne sur l'année 2015 »

Par rapport à l'année 2014, il semble que les performances à l'investissement dans l'économie wallonne soient inférieures en 2015, tant sur le plan financier que sur le plan de la création d'emplois.

Comment le Ministre explique-t-il ces résultats en demi-teinte ? Le travail de l'Awex est-il jugé insuffisant ? Des responsabilités doivent-elles être dégagées ? Lesquelles ? Quelles sont les explications avancées ? Quelles sont les mesures prises pour corriger le tir à l'avenir ?

M. BOUCHEZ, sur « l'avenir des investissements américains en Wallonie »

Les Etats-Unis ont l'intention de pénaliser les entreprises américaines, les plus gros investisseurs étrangers en Belgique, bénéficiant de la déductibilité des intérêts notionnels.

Doit-on craindre à ce stade et à l'avenir des conséquences économiques en Wallonie ? Quelle est la position du Gouvernement wallon sur ce plan ? Monsieur le Ministre a-t-il eu des contacts avec les diverses chambres de commerces américaines et le fédéral ?

Jean-Luc Crucke, sur « les Monnaies Locales Complémentaires (MLC) »

Considérée comme la mesure anticyclique par excellence, la MLC existe dans de nombreux endroits dans le monde et permet de privilégier le circuit économique local et la production locale. L'exemple européen le plus connu est celui du WIR suisse dont le succès semble confirmé par les experts qui se sont penchés sur l'étude du dossier. Quelle est l'opinion du Ministre sur la thématique de la MLC ? Un processus à l'échelle de la Wallonie pourrait-il être imaginé ? Le Ministre y travaille-t-il ? Le cas échéant, ne serait-il pas utile de mettre le projet à l'étude ? Quels sont, selon le Ministre, les avantages et les inconvénients d'une MLC ? Quelle est l'efficacité économique du système ? Ne provoque-t-il pas une hausse des prix ? Qui contrôle le processus ? Des expériences locales sont-elles menées sur le territoire wallon ? Lesquelles ? Ont-elles reçu la garantie des autorités communales pour fonctionner ? Existe-t-il un rapport d'évaluation sur le sujet ? Quel en est l'éventuel contenu ? Ne convient-il pas d'élaborer un cadre juridique défini qui permettrait d'encadrer les éventuelles expériences ? Ce procédé ne freine-t-il pas la concurrence et est-il compatible avec les législations européennes ?

Christine Defraigne sur l'impact de l'économie mondiale sur la Wallonie

Selon la Déclaration de Politique Régionale, « la Wallonie et Bruxelles doivent renforcer leur action et leur visibilité sur la scène internationale » et « renforcer la coopération et la solidarité internationale. » De plus, « la Wallonie doit renforcer son attractivité pour les investissements étrangers ainsi qu'augmenter sensiblement les exportations wallonnes par un meilleur accompagnement des PME. » Où en est la Wallonie ? Comment se place-t-elle sur la scène internationale et européenne ? Quelles sont les mesures déjà prises par le Gouvernement pour favoriser la coopération internationale et respecter la DPR ?

Pour l'année 2016, le Fonds Monétaire International avait prédit une croissance mondiale décevante et, début janvier, elle a du « revoir ses prévisions à la baisse » en misant sur « une croissance mondiale limitée à +2,9% en 2016. » Toujours selon ces sources, les années 2017-2018 devraient assister à une hausse modeste: +3,1%.

Ajoutons à ces informations la chute du prix du pétrole, les marchés des scènes internationales et européennes se portent mal. Mais quel est l'impact sur l'économie régionale ?

En juillet 2015, la Bourse de Shanghai a connu la plus importante dégringolade en 8 ans, la Chine étant la deuxième économie mondiale, sa chute de croissance affecte l'ensemble de l'économie également. Apparemment, nous pourrions être face à un effet domino si la crise s'intensifie, car « la baisse des exportations allemandes vers ce pays risquent de nous affecter », car « la conjoncture allemande influence notre propre conjoncture économique. » De plus, La Belgique exporte elle-même vers la Chine. Qu'en est-il de la Wallonie dans ce schéma ? Sera-t-elle impactée ? Monsieur le Ministre va-t-il encourager ou rechercher d'autres débouchés que la Chine pour nos entreprises ?

M. BOUCHEZ, sur « la formation au numérique des travailleurs des PME wallonnes »

Vu le retard wallon en matière de compétences numériques des travailleurs, Google Belgique ambitionne de former 10.000 personnes au numérique dans les PME wallonnes. Les formations sont dispensées par des entreprises partenaires.

Cette initiative aura-t-elle le soutien du plan numérique dans le cadre du Plan Marshall 4.0. ? Une amplification et un élargissement de l'initiative sont-ils envisageables ? Quel groupe-cible le Gouvernement wallon entend-il soutenir particulièrement sur le plan des formations liées au numérique ? De manière générale, quelle collaboration et partenariats sont prévus avec les entreprises sur ce plan ? Avez-vous été sollicitée par des entreprises à ce sujet ? Qu'en est-il de Google ?